

Paraboles grecques

La crise grecque a mis au jour les divisions entre l'Europe du Sud catholique et l'Europe du Nord protestante. L'une défendant les idées de solidarité, l'autre le respect des règles

LE MONDE | 15.07.2015 à 06h47 • Mis à jour le 15.07.2015 à 13h00 | Par Amaud Leparmentier ([journaliste/amaud-leparmentier/](#))

A l'époque, l'atmosphère était bon enfant entre Européens. Le Français François Hollande et l'Italien Mario Monti plaisantaient sur Angela Merkel, la fille de pasteur. A l'été 2012, l'euro était plongé dans la crise, et il fallait chercher un moyen d'apurer les dettes des pays du Sud en les plaçant dans un fonds. Comment en convaincre la chancelière allemande ? *« Il faut utiliser les termes qui correspondent à la vision morale d'Angela Merkel. Il est bien de parler de fonds de rédemption »*, propose Monti.

Hollande s'enthousiasme : *« Il faut aller plus loin.*

– Oui, parlons de fonds d'expiation », renchérit, pince-sans-rire, Monti.

Trois ans plus tard, on ne rit plus. La querelle européenne a tourné à la guerre de religion. Certains en finissent par se détester. Entre les protestants du Nord et les catholico-orthodoxes du Sud. Expiation contre rédemption des Grecs, la querelle laissera des blessures profondes. Antigermaniques en Grèce et au sud. Antigrecques au nord.

A chacun sa parabole. Dimanche, soucieux d'un accord avec la Grèce, le Français Pascal Lamy comparait Tsipras au Fils prodigue de l'Evangile, qui demande son héritage, le dilapide et revient chez son père, qui l'accueille et le fête en tuant le veau gras. Sous l'œil incompréhensif du second fils resté à ses côtés. *« Mon enfant, répond le père, toi, tu es toujours avec moi, et tout ce qui est à moi est à toi. Mais il fallait festoyer et se réjouir, parce que ton frère que voici était mort et il est vivant, il était perdu et il est retrouvé »* (Luc, 15).

Deux visions dures à concilier

Côté allemand, on ne croit guère à cette rédemption bien suspecte pour être sincère. Un conseiller d'Angela Merkel lança un jour : *« Pour vous catholiques, c'est facile : vous pouvez vous confesser et les fautes sont pardonnées. »* A Berlin, plutôt que de pardonner aux Grecs, on est plus proche de l'exigence de la parabole des talents, fondatrice du capitalisme protestant. Partant en voyage, le maître donne 5 pièces à son premier serviteur, 2 au second et une seule au troisième. Les deux premiers les font fructifier, et l'autre l'enterre. Sans l'avoir fait fructifier, il la rend à son maître qui répond : *« Serviteur méchant et paresseux, tu savais que je moissonne où je n'ai pas semé, et que j'amasse où je n'ai pas vanné ; il te fallait donc remettre mon argent aux banquiers, et, à mon retour, j'aurais retiré ce qui est à moi avec un intérêt. Otez-lui donc le talent, et donnez-le à celui qui a les dix talents. Car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a »* (Matthieu, 25, 14-30). Sanction de celui qui n'a pas fait fructifier ses dons, mêmes faibles. Deux paraboles, deux visions si dures à concilier.

« L'Europe, c'est de la solidarité contre de la discipline, jugeait dimanche Pascal Lamy au "Grand rendez-vous Europe 1, Le Monde et i-Télé". Les Allemands, ce n'est pas beaucoup de solidarité et beaucoup de discipline. Les pays du Sud, c'est beaucoup de solidarité et pas trop de discipline. »

In fine, les Européens ont trouvé dimanche un compromis qui a permis d'éviter une déflagration délétaire pour le couple franco-allemand : beaucoup de solidarité et beaucoup de discipline. Plus de 80 milliards d'aides nouvelles contre un remède de cheval en Grèce. Au lendemain de l'accord, l'éditorialiste du *Financial Times*, Gideon Rachman, s'est plu à écrire quelques vérités urticantes. *« L'Europe s'est réveillée lundi avec des grands titres sur l'humiliation de la Grèce, le triomphe d'une Allemagne toute puissante et la subversion de la démocratie en Europe. Quel non-sens ! Si quelqu'un a capitulé, c'est l'Allemagne. »*

La dilapidation des aides

Angela Merkel a effectivement donné son feu vert à un plan d'aide. La décision n'allait pas de soi, quoi qu'en pensent ceux qui invoquent en boucle une Europe fondée sur la solidarité. D'abord, l'euro n'a pas été construit sur ce principe de solidarité. Au contraire. En vertu du principe « no bail-out », le traité de Maastricht bannit explicitement tout renflouement d'un Etat par les autres. Une Europe faite de transferts financiers était, selon l'ancien ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, *« aussi probable qu'une famine en Bavière »*.

Deux, la solidarité fut inventée par le président de la Commission Jacques Delors, pas pour compenser l'euro, mais pour aider les pays les plus faibles à surmonter le choc du marché unique et à rattraper leur retard. Pendant un quart de siècle, la Grèce a reçu – et dilapidé — des aides régionales pour un montant supérieur à 3 % du PIB, comme aujourd'hui les pays de l'Est.

Trois, rien ne s'étant passé comme prévu, les Européens ont instauré en catastrophe des mécanismes d'aides financières massifs lorsque est venue la crise de l'euro, et c'est tant mieux : banco, et bon courage à Tsipras.

Franchement, l'agilité politique du premier ministre grec est admirable : faire adopter par son Parlement les mesures que son peuple avait rejetées quelques jours plus tôt... En comparaison, l'adoption du traité de Lisbonne après le non français au référendum de 2005 était une peccadille.

Avec Pascal Lamy, faisons le pari de la sincérité de Tsipras qui a accompli une rupture inédite. *« Lorsqu'il a fallu faire l'indépendance de l'Algérie, le général de Gaulle a appelé Michel Debré qui était contre cette indépendance. Ce ne sont pas les colombes qui font la paix, ce sont les faucons »*, explique l'ancien patron de l'OMC. Tsipras aurait commis une de ces superbes « ruptures-trahisons » chères à feu l'économiste Jacques Marseille et qui firent les rebonds français. Celle de 1958 et surtout celle de François Mitterrand, élu en 1981 sur le changement mais qui prit dès 1983 le virage de l'Europe et de la rigueur. Faisons mine de le croire, même si n'est pas de Gaulle ou Mitterrand qui veut. Le « Grexit » eût conduit à une épouvantable rupture franco-allemande, scénario à proscrire en toutes circonstances. Le pari Tsipras était donc la seule option pour l'Europe.